

« II- Les relations internationales du Québec »

Manon Tessier

Études internationales, vol. 28, n° 4, 1997, p. 859-865.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703810ar>

DOI: 10.7202/703810ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

engageant les dirigeants des deux pays à « entretenir la dynamique en faveur de l'édification d'une paix qui durera jusqu'au centenaire de l'indépendance et longtemps après ». (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 14 août 1997)

Le Forum Canada-Japon

17 au 19 août :

Mécanisme de dialogue non gouvernemental qui a pour but de multiplier les liens entre le Japon et le Canada, le Forum Canada-Japon tient sa première réunion à Victoria, en Colombie-Britannique. (MAECI, *Communiqué* n° 132, 15 août 1997).

Nominations diplomatiques

Le Canada procède le 11 juillet à 28 nominations diplomatiques et à 5 autres le 26 septembre. (MAECI, *Communiqué* n° 117, 11 juillet 1997 et *Communiqué* n° 154, 26 septembre 1997 ; *The Globe and Mail*, 12 juillet 1997, p. A7)

II – Les relations internationales du Québec

(juillet à septembre 1997)

A — Aperçu général

Comparativement aux derniers mois pendant lesquels le carnet de voyage du Premier ministre québécois avait été peu chargé, ce trimestre a représenté pour M. Bouchard une période davantage consacrée à la préparation de séjours à l'étranger. Après s'être rendu aux États-Unis en juillet dernier pour une réunion des gouverneurs des Grands Lacs, puis en première visite officielle en France en septembre, le Premier ministre séjournera en Asie en novembre prochain. Le voyage en France a constitué l'événement majeur du trimestre tant par l'importance des dossiers traités que par l'intérêt suscité dans les médias et chez les politiciens des deux côtés de l'Atlantique.

Ce trimestre a également été marqué par un remaniement ministériel auquel a procédé, le 25 août, le Premier ministre. Ce remaniement a touché huit ministères mais laissé en place les principaux responsables des dossiers internationaux, à l'exception de M. Roger Bertrand, qui remplaça Mme Rita Dionne-Marsolais comme ministre délégué à l'Industrie et au Commerce¹.

1. *Le Devoir*, 26 août 1997, pp. A1-A8.

B — Les politiques d'immigration

Le gouvernement québécois et la communauté chinoise signaient en septembre une entente qui permettra l'établissement au Québec d'une centaine de familles immigrantes en provenance de la Chine, de Macao et de Taiwan². Il s'agit de la troisième entente de ce type à créer un partenariat direct entre une communauté d'immigrants et le gouvernement. Signalons d'autre part que le Canada faisait face à partir du mois d'août à un afflux d'immigration de la part de la minorité tsigane tchèque. Le ministère des Relations avec les citoyens et à l'Immigration suivait de près l'évolution de la situation, mais n'anticipait pas d'incidence majeure pour le Québec. Jusqu'à présent, la province québécoise n'a reçu qu'une trentaine des 302 demandes de revendications au statut de réfugié présentées par ces ressortissants au Canada³.

C — Le Québec et les États-Unis

Le premier ministre Bouchard était invité, les 10 et 11 juillet, à la réunion du Conseil des gouverneurs des Grands Lacs, un organisme qui réunit les gouverneurs des huit États de cette région⁴. M. Bouchard est notamment intervenu sur les dossiers de l'harmonisation des normes en matière de formation de la main-d'œuvre ainsi que sur celui de la réutilisation des sites industriels contaminés, en plus de proposer la création d'un lieu d'échange virtuel pour la communauté des gens d'affaires. Ce dernier projet a suscité l'intérêt des participants qui ont créé un groupe de travail à cet effet. M. Bouchard a également profité de cette rencontre pour signer avec le gouverneur de la Pennsylvanie, M. Tom Ridge, une entente de coopération économique, scientifique, technologique et culturelle⁵. Une commission mixte se réunira tous les deux ans pour assurer le suivi des partenariats et des alliances stratégiques issus de cette nouvelle coopération.

D — Le Québec et la Francophonie

C'est la députée de Laprairie, Mme Monique Simard, qui dirigeait la délégation du Québec aux Jeux de la Francophonie tenus à Madagascar, du 27 août au 6 septembre⁶. Les athlètes et artistes québécois remportèrent 12 médailles lors de ces Jeux auxquels participaient quelque 2000 compétiteurs de 49 pays. Les prochaines olympiades francophones se tiendront en 2001 dans la région de Hull-Ottawa, une décision qui fut officiellement entérinée peu avant l'ouverture des Jeux lors d'une rencontre de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports également tenue dans ce pays. La

2. Ministre des Relations avec les citoyens et à l'Immigration, *Communiqué*, 22 septembre 1997 ; *La Presse*, 23 septembre 1997, cité par *L'Argus*, 23 septembre 1997, p. A12.

3. Ministre des Relations avec les citoyens et à l'Immigration, *Communiqué*, 13 août 1997.

4. *Le Devoir*, 9 juillet 1997, 11 juillet 1997, p. A2 et 12-13 juillet 1997, p. A5.

5. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 11 juillet 1997.

6. *Lettre de la Francophonie*, n° 104, septembre 1997, p. 5.

délégation québécoise profita également de son passage à Madagascar pour appuyer les efforts de lutte contre la pauvreté du gouvernement malgache en offrant un appui financier de 500 000 \$ pour la création de microentreprises⁷.

E — Le Québec et la France

Les contacts avec la France étaient nombreux et variés ce trimestre. D'abord, en juillet, les premières prises de contact avec les nouvelles autorités gouvernementales françaises étaient établies alors que le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, effectuait une visite de travail en France. Il rencontra le Premier ministre, M. Lionel Jospin, le ministre des Affaires étrangères, M. Hubert Védrine, et plusieurs autres personnalités politiques. À l'issue de ces entretiens, il précisa n'avoir constaté « aucun fléchissement » dans l'intérêt que porte la France au Québec⁸. Quelques jours plus tard, la ministre de la Culture et des Communications, Mme Louise Beaudoin, effectua elle aussi un séjour en France ce qui permit de compléter la revue des dossiers de coopération franco-québécoise⁹.

Pour sa part, le Premier ministre du Québec a visité la France du 28 septembre au 2 octobre¹⁰. Bien que tenue dans le cadre des rencontres annuelles alternées entre Premiers ministres français et québécois, cette visite constitua une première tant par l'importance de son volet économique, une trentaine de chefs d'entreprises accompagnant M. Bouchard, que par le fait que le Premier ministre et le vice-premier ministre effectuaient ensemble une mission hors Québec. M. Bouchard était également accompagné des ministres Simard et Beaudoin dont il s'agissait du deuxième séjour en France au cours du trimestre. L'importance de cette visite s'évalue aussi à l'ampleur des discussions politiques tenues par M. Bouchard qui a rencontré le président Jacques Chirac, le premier ministre Lionel Jospin, une dizaine de membres du gouvernement ou de l'Assemblée nationale, ainsi que les représentants des trois grandes formations politiques françaises. Ces entretiens lui permirent de sonder la constance de l'appui de la France à un éventuel Québec souverain¹¹. À ce chapitre, les propos de MM. Chirac et Jospin ont fait l'objet d'interprétations divergentes de la part des gouvernements québécois et canadien¹². Pour sa part, le premier ministre Bouchard a dit voir dans la formulation: « La France accompagnera le Québec quel que soit le chemin choisi », une assurance que Paris reconnaîtra un résultat référendaire positif.

7. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 28 août 1997.

8. MRI, *Communiqué*, 7 juillet 1997 ; *Le Devoir*, 7 juillet 1997, p. A2, 8 juillet 1997, p. A4 et 9 juillet 1997, p. A4 ; *Lettre du Québec*, vol. 10, n° 7, juillet-août 1997, p. 1.

9. Ministère de la Culture et des Communications, *Communiqué*, 4 juillet 1997.

10. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 27 août 1997 ; Délégation générale du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol. 11, n° 1, septembre 1997, p. 1.

11. *La Presse*, 1^{er} octobre 1997, cité par *L'Argus*, 1^{er} octobre 1997, p. A2 ; *Le Devoir*, 30 septembre 1997, pp. A1-A8 ; *The Globe and Mail*, 30 septembre 1997, pp. A1-A4 et 1^{er} octobre 1997, p. A11.

12. *Le Devoir*, 1^{er} octobre 1997, p. A4, 2 octobre 1997, pp. A1-A8 et 4-5 octobre 1997, p. A7.

Cette question politique qui a dominé la première partie du voyage de M. Bouchard et ranimé les tensions dans le triangle Québec-Paris-Ottawa a failli relégué au second plan le volet économique de ce voyage. Le passage de la mission à Paris, Lille et Sophia-Antipolis a généré une cinquantaine d'accords d'une valeur de plus de 200 millions de dollars¹³. Ce résultat a fait dire à M. Bouchard que le Québec et la France possédaient maintenant une « relation mature » puisque leurs liens reposent sur un « important contenu économique » qui devient, avec la science, la culture et la politique, un pilier de plus dans les relations franco-québécoises¹⁴. Un mécanisme de concertation régulière entre hauts fonctionnaires veillera d'ailleurs à ce que les investisseurs français et québécois reçoivent le support technique nécessaire dans leurs activités. Les seules ombres au tableau de ce voyage ont été les discussions sur les dossiers litigieux du doublage des films et de l'amiante qui n'ont permis aucun développement significatif.

F — Le Québec et l'Amérique latine

1 – Mission commerciale québécoise en Amérique du Sud

Le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, dirigeait une mission commerciale en Argentine et au Pérou, du 12 au 19 septembre¹⁵. Il débuta auparavant son séjour en Amérique du Sud par un arrêt d'une journée à Sao Paulo, au Brésil, afin d'assister au *World Economic Forum* et rencontrer les maires des villes du MERCOSUR. Les représentants de 35 entreprises accompagnaient M. Landry à Cordoba et Buenos Aires, en Argentine, ainsi qu'à Lima, au Pérou. Leurs discussions d'affaires ont débouché sur la matérialisation de contrats totalisant 4,5 millions de dollars ainsi que sur la signature d'un bon nombre d'ententes de coopération. Cette mission a également permis de ratifier une lettre d'intention avec la ministre de l'Éducation de l'Argentine et un accord de coopération économique en matière d'environnement et de foresterie avec la province de Buenos Aires. De plus, l'entente-cadre de coopération économique avec le Pérou qui a été discutée lors de ce séjour devrait être conclue sous peu. Celle-ci mettrait notamment l'accent sur l'électrification rurale péruvienne et l'étude des impacts climatiques du courant marin El Niño.

2 – La COPA

Le Québec était l'hôte, du 18 au 22 septembre, de la première Conférence parlementaire des Amériques (COPA) qui réunissait plus de 400 parlementaires des Assemblées législatives des États unitaires, fédéraux et fédérés de 28 des

13. *La Presse*, 1^{er} octobre 1997, cité par *L'Argus*, 1^{er} octobre 1997, p. A5 ; *The Globe and Mail*, 3 octobre 1997, p. A23 ; *Le Devoir*, 30 septembre 1997, p. A4.

14. *Le Devoir*, 3 octobre 1997, p. A5.

15. Cabinet du vice-premier ministre. *Communiqué*, 24 septembre 1997 ; *La Presse*, 5 septembre 1997, cité par *L'Argus*, 5 septembre 1997, p. A8 ; *Le Devoir*, 19 septembre 1997, p. A8.

35 pays de l'hémisphère. Cette rencontre s'inscrivant dans la foulée du Sommet des Amériques constituait la première rencontre interparlementaire hémisphérique des Amériques et son Président, M. Jean-Pierre Charbonneau, également président de l'Assemblée nationale du Québec, l'a qualifiée de « succès sans précédent¹⁶ ». Les résultats positifs de cette rencontre comprennent la publication d'une Déclaration finale ainsi que la création d'un Comité de suivi et d'un réseau de femmes parlementaires. Le Québec a de plus offert d'élargir la présence de la COPA sur Internet en appuyant la création d'un forum parlementaire virtuel des Amériques. Le premier ministre Bouchard prononça devant cet auditoire un discours dans lequel il rappela la ferveur libre-échangiste québécoise et décrivit les Québécois comme un peuple qui, économiquement, « joue pleinement la carte de l'intégration » et, socialement, « résout, à sa façon, les défis de cette fin de siècle¹⁷ ».

G — Le Québec et la Tunisie

Outre une brève visite ministérielle consacrée au dossier de l'amiante en décembre 1996, la dernière mission pilotée par un ministre québécois en Tunisie remontait à octobre 1987. La mission économique du ministre d'État des Ressources naturelles, M. Guy Chevrette, qui s'est tenue du 17 au 23 septembre, visait ainsi à renforcer les relations entre le Québec et la Tunisie et développer des liens personnalisés avec les autorités politiques de ce pays¹⁸. M. Chevrette a eu six rencontres avec des ministres tunisiens et tant les dossiers des gens d'affaires qui accompagnaient M. Chevrette que les dossiers bilatéraux discutés par le ministre ont progressé considérablement. Par exemple, une entente de collaboration dans le secteur de l'efficacité énergétique et une entente de coopération en développement régional devraient être signées d'ici la fin de l'année. De plus, d'autres missions commerciales sont prévues dans les prochains mois dans les secteurs de l'environnement, de l'agro-alimentaire et de l'informatique.

H — Le Québec et la Chine

À quelques semaines de son départ, les derniers préparatifs en vue de l'importante mission commerciale que le premier ministre Bouchard pilotera en Chine en novembre se multipliaient. Séminaires et rencontres avec les gens d'affaires étaient organisés afin de conseiller les participants et les aider à tirer

16. MRI, *Revue des actualités*, 16-30 septembre 1997 ; *Le Devoir*, 20-21 septembre 1997, p. A5 et 22 septembre 1997, p. A3 ; *La Presse*, 11 septembre 1997, cité par *L'Argus*, 11 septembre 1997, p. A1.

17. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 19 septembre 1997 ; *Le Devoir*, 20-21 septembre 1997, p. A5 ; *Le Soleil*, 20 septembre 1997, p. A17.

18. Ministère des Ressources naturelles, *Communiqué*, 10 septembre 1997 et *Communiqué*, 22 septembre 1997 ; *La Presse*, 17 septembre 1997, cité par *L'Argus*, 17 septembre 1997, p. A9.

le meilleur profit possible des contacts qu'ils établiront à cette occasion¹⁹. Cette mission suscite un intérêt inattendu chez les gens d'affaires québécois puisqu'au-delà de cent entreprises ont déjà confirmé leur participation. La dernière tournée d'un Premier ministre québécois dans ce pays remonte à 1984 et le Premier ministre espère par sa présence augmenter la part des entreprises québécoises au marché chinois.

Le Québec recevait aussi ce trimestre une délégation chinoise. Accompagné de représentants d'entreprises pharmaceutiques, le vice-gouverneur de la province de Zhejiang, M. Lu Songting, effectuait du 17 au 20 septembre une mission commerciale spécialisée dans ce secteur²⁰. La mission chinoise visita des entreprises pharmaceutiques, assista à des séances d'information et rencontra le ministre québécois délégué à l'Industrie et au Commerce, M. Roger Bertrand.

I — Chronologie thématique*

Aide humanitaire

Début août :

Le Québec vient en aide aux victimes des inondations en Pologne en remettant à la Croix-Rouge un montant de 50 000 \$. Il met également à la disposition des autorités polonaises une équipe d'experts spécialisée dans la reconstruction de régions sinistrées par des inondations. (MRI, *Revue des actualités*, 2 au 15 août 1997).

Rapport sur le doublage

20 août :

La ministre de la Culture et des Communications reçoit le rapport sur la question du doublage en France et au Québec réalisé par M. Pierre Lampron. Elle rencontre dans les semaines qui suivent les principaux intéressés afin de discuter des suites à donner à ces recommandations qui visent à mieux soutenir l'industrie québécoise du doublage. (Culture et Communications Québec, *Communiqué*, 20 août 1997).

Résultats du référendum écossais

12 septembre :

Le gouvernement du Québec prend acte des résultats du référendum qui rétablit un parlement et un gouvernement en Écosse et félicite le Premier ministre britannique pour avoir su reconnaître l'existence de la nation écossaise et respecté la décision démocratique obtenue avec la règle de la majorité simple. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 12 septembre 1997 ; *Le Devoir*, 13-14 septembre 1997, p. A4).

19. *Le Devoir*, 23 septembre 1997, p. B3 ; *La Presse*, 23 septembre 1997, cité par *L'Argus*, 23 septembre 1997, p. A1 ; *Le Soleil*, 23 septembre 1997, cité par *L'Argus*, 23 septembre 1997, pp. A1-A2 ; *La Presse*, 3 septembre 1997, cité par *L'Argus*, 3 septembre 1997, p. A26.

20. MRI, *Revue des actualités*, 16-30 septembre 1997.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Autre visite ministérielle en France

16 septembre :

Un autre ministre québécois s'est rendu en France ce trimestre. Il s'agit de M. Chevrette qui, à titre de ministre des Affaires autochtones, inaugure à Rennes une exposition consacrée aux premières nations du Québec et participe, à Paris, au lancement d'une gamme de produits provenant de l'artisanat autochtone. (Ministère des Ressources naturelles, *Communiqué*, 10 septembre 1997.)

Le dossier de l'amiante

17 septembre :

Afin d'éviter un effet domino, le gouvernement du Québec demande officiellement au gouvernement canadien de porter plainte, dans les meilleurs délais, auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre la décision française de bannir l'amiante. (Ministère des Ressources naturelles, *Communiqué*, 17 septembre 1997).

Émission d'un timbre commémoratif sur le général de Gaulle

1^{er} octobre :

La décision du gouvernement français de ne pas émettre de timbre commémorant la visite au Québec du général de Gaulle est accueillie avec soulagement par les ministres du gouvernement fédéral. (*La Presse*, 1^{er} octobre 1997, cité par *L'Argus*, 1^{er} octobre 1997, p. A5).

Accueil de dignitaires étrangers

Une délégation de La Réunion dirigée par la présidente du Conseil général de l'île, Mme Margie Sudre, arrive au Québec pour jeter les bases d'une coopération économique et culturelle avec le Québec. (*Le Devoir*, 7 juillet 1997, p. A2)

Le ministère des Relations internationales annonce les visites suivantes : du 16 au 23 septembre, visite du ministre des Affaires étrangères du Niger ; du 23 au 26 septembre, visite du ministre sénégalais des Pêches et du Transport maritime. (MRI, *Revue des actualités*, 11 septembre 1997).